

## CORÉE DU NORD

## Pékin restreint ses importations

**La Chine, principal soutien de Pyongyang, a annoncé hier suspendre toutes ses importations de fer, plomb et produits de la mer nord-coréens, en application des nouvelles sanctions onusiennes et sous la pression insistante de Washington.**

Cette suspension, applicable à partir d'aujourd'hui, concerne «toutes les importations de charbon, fer, minerai de fer, plomb, minerai de plomb et d'animaux aquatiques et produits de la mer en provenance de Corée du Nord», a expliqué le ministère chinois du Commerce dans un communiqué.

C'est la mise en œuvre de la septième volée de sanctions économiques internationales contre Pyongyang, adoptées le 5 août par le Conseil de sécurité de l'ONU et approuvées par la Chine, membre permanent de cette instance. Les nouvelles sanctions - une riposte au tir par la Corée du Nord de missiles balistiques intercontinentaux - sont censées priver ce pays d'un milliard de dol-

lars de recettes annuelles et de sources cruciales de devises.

Or, la Chine était concernée au premier plan : destinataire l'an dernier de plus de 92% des exportations nord-coréennes, elle apporte un soutien financier vital au régime stalinien.

Peu après le vote à l'ONU, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi avait assuré que son pays allait «appliquer à 100%, complètement et strictement, la nouvelle résolution».

Une façon d'intensifier la pression sur Pyongyang en pleine escalade verbale entre le régime de Kim Jong-Un et le Président américain Donald Trump, qui a promis à la Corée du Nord «le feu et la colère» sans écarter une éventuelle intervention militaire.

Mais parallèlement à cette rhétorique incendiaire, Donald Trump avait également mis en exergue jeudi dernier la responsabilité de la Chine, jugeant qu'elle «devait agir davantage» et redoutant que l'effet des sanctions ne s'avère «limité» faute d'une application consciencieuse.

De son côté, ce géant asiatique estime avoir donné des gages de sa bonne volonté : Pékin avait déjà interrompu mi-février les importations de charbon nord-coréen, à la suite de précédentes sanctions onusiennes. Ce qui avait déjà fait disparaître une source de revenus essentielle pour Pyongyang : en 2016, la Chine avait importé 22,5 millions de tonnes de charbon de son voisin, pour 1,19 milliard de dollars.

En conséquence, le montant total des importations chinoises en provenance de Corée du Nord a reculé de 13,2% sur un an sur l'ensemble du premier semestre 2017, selon les douanes chi-

noises. Pour autant, les exportations de la Chine vers le régime de Kim Jong-Un ont quant à elles explosé de 29% sur la même période, et Pékin poursuivait ses achats d'autres produits.

La Chine a ainsi importé en juin pour 46,7 millions de dollars de poissons et de crustacés de Corée du Nord. Les achats chinois de minerai de fer nord-coréen s'étaient pour leur part élevés en mai à 13,4 millions de dollars (pour 233.500 tonnes), selon les chiffres les plus récents des douanes.

Et le trafic commercial à la frontière entre les deux pays restait récemment extrêmement actif, comme l'avait constaté l'AFP, avec notamment des importations de métaux précieux nord-coréens.

La Chine, qui s'est tenue en retrait face à la récente escalade verbale américano-nord-coréenne, continue par ailleurs de prôner un règlement «par le dialogue» du dossier nord-coréen, ren-

voyant volontiers dos à dos Washington et Pyongyang.

Elle prône ainsi un double «moratoire» : l'arrêt simultané des essais nucléaires et balistiques nord-coréens d'une part et de celui des manœuvres militaires communes des Etats-Unis et de la Corée du Sud d'autre part.

«Toutes les parties concernées doivent prendre leurs responsabilités (...) et, suivant la recommandation d'une double suspension, mettre fin au cercle vicieux de la situation actuelle», a insisté de nouveau hier Hua Chunying, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

«Et cela, de telle sorte que les négociations puissent être reprises, et qu'une issue puisse être trouvée», a-t-elle ajouté au cours d'un point de presse régulier, faisant allusion aux pourparlers à Six (les deux Corée, Japon, Russie, Chine et Etats-Unis). Ceux-ci sont interrompus depuis 2009.

## ZAMBIE

## Accusé de trahison, le chef de l'opposition zambienne plaide non coupable

**Emprisonné depuis avril pour trahison et menacé de la peine de mort, le chef de l'opposition zambienne Hakainde Hichilema a plaidé non coupable hier au premier jour de son procès ouvert à Lusaka sous forte présence policière.**

M. Hichilema est incarcéré dans une prison de haute sécurité pour avoir gêné le

passage du convoi du Président zambien Edgar Lungu, dont il conteste depuis un an la réélection.

S'il est reconnu coupable, le dirigeant du Parti uni pour le développement national (UPND), qui a perdu de peu la présidentielle en août 2016, risque un minimum de 15 ans de prison, et dans le pire des cas, la peine de mort. A l'ouverture de son procès, l'opposant «a plaidé non coupable» et «le parquet a obtenu un

ajournement de l'audience jusqu'à mercredi», a déclaré Charles Kakoma, porte-parole de l'UPND, précisant que son leader paraissait toujours «en bonne santé», malgré les mois passés en prison. Le procès s'est ouvert dans un climat politique tendu. Des dizaines de policiers anti-émeute quadrillaient l'accès au tribunal, tandis que de nombreux supporters de M. Hichilema s'étaient rassemblés devant la cour. Plusieurs journalistes de médias étrangers — dont le correspondant de l'AFP — se sont vu refuser l'accès à la salle d'audience.

Leurs accréditations avaient dans un premier temps été délivrées, avant d'être finalement retirées. «Malheureusement, vos demandes d'accréditation sont à présent rejetées», a déclaré à l'AFP un employé du tribunal, Neto Zulu, sans plus d'explications.

Depuis l'entrée en vigueur du multipartisme en Zambie en 1991, ce petit pays d'Afrique australe a connu une relative stabilité jusqu'aux élections d'août 2016, marquées par plusieurs incidents violents entre partisans politiques rivaux. Pendant la cam-

pagne, le Président sortant Edgar Lungu avait promis qu'il était prêt à «sacrifier la démocratie» pour assurer la paix.

Sa courte victoire de 100.000 voix devant M. Hichilema n'a pas calmé les esprits et l'opposition refuse de le reconnaître comme le Président légitime. L'arrestation musclée en avril de M. Hichilema - des dizaines de policiers anti-émeute avaient fait le siège de sa résidence et jeté des gaz lacrymogènes avant de l'interpeller - a constitué un tournant dans l'escalade des tensions. Et son trans-

fert en juin dans une prison de haute sécurité dans le centre du pays a alimenté un peu plus les critiques de l'opposition qui dénonce les dérives autoritaires du régime. Mi-juillet, le Parlement a voté l'instauration de l'état d'urgence pour trois mois à la suite d'une série d'incendies criminels attribués par le pouvoir à l'opposition.

Le chef d'un petit parti d'opposition, Savior Chishimba, très critique envers le Président Lungu, a également été arrêté, début août, avant d'être libéré au bout d'une semaine sans poursuites.

## ALLEMAGNE

## Enquête contre trois Suisses soupçonnés d'espionnage

Le justice allemande a ouvert une enquête pour espionnage contre trois ressortissants suisses dans le cadre d'une affaire liée à des fraudes fiscales, a indiqué hier le quotidien *Süddeutsche Zeitung*.

Ce nouveau développement est lié à l'arrestation en mai d'un ressortissant suisse suspecté d'avoir espionné pour son pays le travail de l'administration allemande sur les comptes des citoyens allemands en Suisse afin d'échapper à l'impôt. Il aurait recruté pour sa mission une taupe au sein du fisc de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest).

Les trois nouveaux suspects sont aussi soupçonnés d'être des agents du Service de renseignement de la Confédération (SRC), de quoi créer de nouvelles frictions germano-suisses, Berlin ayant déjà vivement dénoncé les agissements de Daniel M. Depuis janvier 2006, plusieurs Etats régionaux allemands, dont la Rhénanie du Nord-Westphalie, ont acheté des CD ou des clés USB en provenance de Suisse ou du Liechtenstein contenant les données bancaires d'Allemands qui n'auraient pas déclaré certains avoirs dans leur pays. Cette méthode avait soulevé la polémique en Allemagne et tendu les relations avec Berne.

## KENYA

## Le Président appelle l'opposition à se tourner vers la justice

**Le Président kényan Uhuru Kenyatta a appelé hier l'opposition, qui rejette sa victoire à la présidentielle du 8 août, à organiser des manifestations pacifiques et à se tourner vers la justice pour porter ses revendications.**

«Dites que vous voulez manifester à tel endroit à telle heure, organisez ça avec la police, vous n'avez pas besoin de ma permission ou de celle de Jubilee (son parti), c'est dans la loi», a déclaré M. Kenyatta lors d'une adresse à la Nation, au pied de l'immeuble qui abrite son bureau dans le centre-ville de Nairobi.

«Nous continuons d'appeler à nos amis qui n'ont pas encore accepté

le résultat (...) pour qu'ils recourent aux voies légales qui ont été créées grâce à notre merveilleuse Constitution afin d'exprimer leur insatisfaction», a-t-il ajouté. M. Kenyatta, que la commission électorale a déclaré vainqueur vendredi de la présidentielle avec 54,27% des voix, a noté que de nombreux Kényans avaient repris le travail hier après une période de plusieurs jours où le pays tournait au

ralenti, notamment en raison des violences post-électorales qui ont fait au moins 16 morts à Nairobi et dans l'ouest.

«Nous sommes très contents que les Kényans aient exprimé le fait que l'élection était derrière eux: la majorité d'entre eux a repris le travail» hier, a-t-il ajouté. Raila Odinga, candidat défait à la présidentielle, a appelé ses partisans à ne pas aller travailler hier et a indiqué qu'il dévoilerait aujourd'hui sa stratégie pour contester la réélection pour un mandat de cinq ans de M. Kenyatta.

«En tant que gouverneur, nous n'accepterons pas la perte de vies, la destruction de biens et le pillage, car des Kényans par millions sont désireux de reprendre leur activité comme avant», a cependant averti le Président.

L'opposition a écarté de porter ses accusations de fraude devant la Cour suprême, comme elle l'avait fait en 2013, en vain.

Elle affirme que le score de M. Kenyatta est le fruit d'une manipulation du système électronique de transmission et de comptage des voix utilisé par la Commission électorale.